

Les subsides

petit grâce à des initiatives qui ont été prises par l'administration de Montréal aidée aussi par les gouvernements. Et la presse du samedi 1^{er} mars nous rappelait une chose dont nous sommes certainement en mesure de nous réjouir, c'est que la grande usine d'épuration des eaux usées de l'est de Montréal aidera le fleuve Saint-Laurent—on disait ici «ce malade chronique»—à respirer un peu lorsqu'elle se mettra à fonctionner vraiment dans deux ans. C'est son objectif. Mais évidemment le traitement ne règlera pas tous les problèmes écologiques, parce que toute la pollution des Grands Lacs qui a été décrite par certains des autres députés qui ont pris la parole avant moi finit par être transportée par les eaux du fleuve et par nous causer des ennuis dans la région de Montréal. Et même avec tous les efforts que nous faisons pour dépolluer nos propres rejets sur le plan local, il faut qu'autre chose soit fait pour nettoyer le fleuve Saint-Laurent à sa source, à savoir dans les Grands Lacs, parce que cela provient des Grands Lacs.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion, il y a quelque trois ans, si je me rappelle bien, d'assister à des séances de la Commission mixte Canada-États-Unis sur les Grands Lacs. Quelle n'a pas été ma surprise, à ce moment-là, de me rendre compte que l'entente entre le Canada et les États-Unis, entente qui vise à assurer la qualité des eaux des Grands Lacs et qu'on appelle le «Traité sur les eaux limitrophes», couvre un territoire qui est très vaste, mais qui s'arrête aux environs de Cornwall, c'est-à-dire qui s'arrête juste aux portes du Québec. Ceci veut dire que non seulement le territoire couvert par le Traité sur les eaux limitrophes s'arrête à Cornwall, mais que les budgets s'arrêtent à Cornwall aussi! L'expertise de cet organisme international s'arrête aussi au même endroit et c'est ce qui me préoccupe.

De même, les effets concrets du gouvernement du Canada pour tenter d'éviter que la pollution qui prend naissance dans les Grands Lacs se rende à Montréal s'arrêtent aux mots, et dans la région de Cornwall.

Une des meilleures revues de la situation de la pollution du fleuve Saint-Laurent dans la région de Montréal, surtout en ce qui a trait à son origine dans les Grands Lacs, une des meilleures analyses est celle qu'on a pu lire le 14 avril dernier dans le journal *Le Devoir* et qui avait été préparée par Louis-Gilles Francoeur qui nous propose que l'entente canado-américaine sur les Grands Lacs pourrait s'étendre au fleuve. J'irai plus loin et je dirai qu'elle devrait s'étendre au fleuve Saint-Laurent parce que aussi terrible que puisse être cette pollution dans la région immédiate des Grands Lacs, même si elle est aussi évidente lorsqu'on est aussi éloigné que Montréal des Grands Lacs, il reste que le problème est tout aussi entier.

Le ministre en est d'ailleurs au courant. Et dans cette livraison du 14 avril du journal *Le Devoir*, on lisait:

Selon le ministre fédéral de l'Environnement, Ottawa est prêt à négocier avec le Québec un «plan global» de dépollution du fleuve Saint-Laurent et même à rouvrir l'Entente canado-américaine sur les Grands Lacs pour l'étendre au corridor fluvial, qui hérite de plus en plus des toxiques rejetés dans les plus grandes réserves d'eau douce de l'univers par les industries ontariennes et américaines.

Ce qui revient à dire dans un meilleur français ce que je tentais de vous exprimer en mes propres mots tantôt, monsieur le Président. Je continue pour indiquer jusqu'à quel point le ministre semble bien disposé, tout au moins en paroles. Il disait:

«Je suis fort disposé, à discuter avec le Québec de la possibilité qu'il devienne partenaire du gouvernement fédéral et du gouvernement ontarien dans le cadre de ces travaux...

Il parlait des travaux qui sont couverts par l'Entente sur les Grands Lacs.

Le malheur, monsieur le Président, c'est que ces bonnes paroles que nous apprécions et que nous approuvons demeurent tout simplement des paroles. Depuis un an et demi que l'actuel gouvernement a pris les rênes du pouvoir, ici, à Ottawa, rien ne s'est produit sauf des discours habiles pour nous dire que la situation de la pollution dans les Grands Lacs est effroyable et, ici, lors de son passage à Montréal, le ministre, qui avait été très bien renseigné, j'imagine, par son personnel politique, vient nous dire que c'est terrible dans la région de Montréal et qu'il faut y faire quelque chose. Cependant, rien de concret n'a émergé de sa visite.

Je continue en disant certaines des choses que le ministre prononçait lors de son passage à Montréal:

Ottawa, précise le ministre fédéral de l'Environnement, est «prêt à s'asseoir avec le Québec pour mettre au point un «plan d'ensemble» contre la pollution du fleuve. Le gouvernement canadien a les mêmes obligations envers le Saint-Laurent qu'envers le système hydraulique des Grands Lacs...

Il est rassurant d'entendre ces paroles, et je ne vais certainement pas fustiger le ministre pour les avoir prononcées. Je vais simplement lui demander, cela étant dit: que faisons-nous pour diminuer la pollution dans les Grands Lacs ainsi que dans le corridor fluvial qui descend jusque dans la région de Montréal?

Et je continue en citant le ministre qui, à un moment donné, après avoir donné certains exemples de ce qui aurait pu être fait est devenu très prudent quand on lui demandait si Ottawa investirait autant d'argent dans la dépollution du Saint-Laurent qu'il en a consacré aux Grands Lacs parce que, bien sûr, en principe, il est relativement facile de dire que la situation de la pollution dans la région de Montréal est grave et qu'il faudrait s'asseoir avec le Québec pour en parler et ainsi de suite.

Mais c'est quand on pose la question précise, à savoir: Quelles sommes d'argent le gouvernement du Canada est-il disposé à consacrer? C'est alors que les réponses deviennent plus évasives.

Lorsqu'on demandait au ministre combien d'argent il avait l'intention de dépenser, il répondait: Le gouvernement du Canada a les mêmes obligations envers le système fluvial du Saint-Laurent qu'envers celui des Grands Lacs. Mais, ajoute le ministre, je ne peux répondre à votre question et vous affirmer clairement qu'il y aura égalité budgétaire, car il faut, ici, tenir compte de facteurs très complexes.

Alors, c'est cela, on va donner autant d'importance à la pollution fluviale dans la région du Saint-Laurent, dans la région de Montréal que dans les Grands Lacs, mais, quand on lui demande de donner l'égalité budgétaire, il nous dit alors: qu'il n'est pas capable.

Monsieur le Président, c'est contre cela que je m'élève. C'est non pas contre les bonnes dispositions du ministre. Pour ses bonnes dispositions, je le félicite.

Cependant, je lui demande de joindre le geste à la parole...

● (1630)

[Traduction]

Autrement dit, il devrait passer de la parole aux actes. S'il le faisait, l'argent du gouvernement fédéral viendrait s'ajouter à celui que l'on dépense déjà dans la région de Montréal étant donné que nous avons commencé à dépolluer notre rivière dans ce secteur. Le gouvernement fédéral devrait nous aider à lutter contre la pollution en provenance des Grands Lacs.